



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 35 – Du 17 au 23 septembre 2021

En bref

Asie du Sud : Révision des perspectives de croissance par la Banque asiatique de développement pour la région.

Afghanistan : Directive de la Banque centrale enjoignant aux banques de régler les envois de fonds étrangers en devise locale.

Bangladesh : L'exercice budgétaire 2020/21 se solde par un déficit équivalent à 6,1% du PIB. Tassement des exportations de biens sur les deux premiers mois de l'exercice 2021/22. Le Bangladesh a réalisé le 3^{ème} et dernier versement de son accord de *swap* au bénéfice de Sri Lanka. La 1^{ère} banque d'affaires sri-lankaise s'implante au Bangladesh.

Bhoutan : Ralentissement de l'inflation à 5,2% en juillet. Collaboration entre la Banque centrale et *Ripple* pour le lancement d'une monnaie numérique. Diminution de la production d'hydroélectricité de 12% au cours des huit premiers mois de l'année 2021.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Révision à la baisse des prévisions de croissance par l'OCDE pour l'exercice 2021/22. *Politique budgétaire :* L'exercice de préparation du budget 2022/23 débutera le 12 octobre. Le gouvernement central opposé à l'extension du mécanisme de compensation de la GST au-delà de juin 2022. *Politique monétaire, secteur bancaire et financier :* Déclaration du vice-gouverneur de la Banque centrale sur la nécessité de développer davantage la finance verte. *Finances publiques :* Une série de mesures annoncées lors du 45^{ème} conseil de la GST. 1120 Mds INR collectés en août au titre de la GST. *Autres informations :* Lancement du guichet unique pour les investisseurs. L'Inde progresse de deux places au *Global Innovation Index* et se classe au 46^{ème} rang. La Banque asiatique de développement et l'Inde signent un prêt de 300 M USD pour étendre la connectivité rurale au Maharashtra et un prêt de 112 M USD pour améliorer l'approvisionnement en eau au Jharkand.

Népal : Blocage budgétaire alors que la loi de Finances n'a toujours pas été approuvée par le Parlement. La Banque asiatique de développement approuve un prêt de 60 M USD pour la modernisation du réseau électrique.

Pakistan : L'amélioration de la confiance des ménages et des entreprises devrait exercer une incidence favorable sur la croissance économique du Pakistan pour l'année budgétaire 2021/22 tandis que la forte augmentation des importations suscitée par la reprise économique a entraîné un creusement du déficit du compte courant. Le SPG+ en bonne voie pour le Pakistan. 1^{ère} réunion entre le FMI et le Pakistan de la nouvelle représentante du FMI le 4 octobre prochain. Total énergies et Vitol ont remporté 7 contrats de livraison de gaz naturel liquéfié (GNL).

Sri Lanka : Prolongation du confinement jusqu'au 1^{er} octobre. Nouvelles liaisons aériennes avec Colombo. Nomination d'un nouveau gouverneur à la Banque centrale. Nouvel investissement américain dans le domaine du GNL. Prêt de la Banque mondiale pour l'adaptation au changement climatique.

Asie du Sud

Révision des perspectives de croissance par la Banque asiatique de développement pour la région

Le PIB régional devrait augmenter de 8,8% en 2021, moins que prévu dans l'*Asian Development Outlook 2021*, suite à la propagation du COVID-19 dans le sous-continent, aux mesures de confinement qui en découlent et à leurs conséquences économiques. Si la pandémie se dissipe avant la fin 2021, l'économie de la région pourrait croître de 7,0 % en 2022. Les perspectives de croissance reflètent la forte expansion attendue de l'économie indienne, qui représente 80 % du PIB de la zone. Ces perspectives excluent les prévisions pour l'Afghanistan, car les projections ne sauraient être significatives en raison de la situation incertaine.

L'économie indienne a bondi d'une année sur l'autre au T1 de l'exercice 2021 (avril-juin 2021) alors que d'importantes mesures de relance budgétaire ont été introduites et que la politique monétaire est restée accommodante en réponse à une deuxième vague de COVID-19 en avril-mai 2021. La croissance est désormais prévue à 10 % pour l'exercice 2021, en deçà de la projection de l'ADO 2021, et à 7,5 % pour l'exercice 2022, plus élevée que prévu en avril.

Les prévisions de croissance pour les Maldives et le Pakistan sont revues à la hausse. Les arrivées de touristes aux Maldives ont dépassé les attentes au S1 2021. Au Pakistan, le PIB s'est redressé plus fortement au cours de l'exercice 2021 (juillet 2020 - juin 2021) que prévu dans l'ADO 2021 et la croissance au cours de l'exercice 2022 devrait être la même que celle prévue en avril.

Les économies du Bangladesh et du Népal ont sous-performé par rapport aux projections de l'exercice 2021 (juillet 2020 - juin 2021 au Bangladesh et mi-juillet 2020 - mi-juillet 2021 au Népal), freinées par les restrictions imposées pour contenir la pandémie. La croissance dans les deux pays devrait désormais être plus faible

au cours de l'exercice 2022 que prévu en avril, car les taux d'infection restent élevés et, au Népal, de fortes pluies ont endommagé les infrastructures.

Le Bhoutan a vu son PIB se contracter au cours de l'exercice 2021 (juillet 2020 - juin 2021), en raison principalement de la fermeture des frontières et du gel du tourisme international, mais les perspectives pour l'exercice 2022 restent inchangées alors que les dépenses en capital du gouvernement augmentent. Au Sri Lanka, la croissance au S1 2021 a été positive, mais les mesures d'endiguement du COVID-19, la faiblesse du secteur extérieur et les remboursements importants de la dette externe pourraient brider la croissance en 2021 et 2022 en deçà des prévisions d'avril.

	2021		2022	
	ADO 2021	Révision	ADO 2021	Révision
Bangladesh	6,8	5,5	7,2	6,8
Bhoutan	-3,4	-3,4	3,7	3,7
Inde	11	10	7	7,5
Maldives	13,1	18	14	15
Népal	3,1	2,3	5,1	4,1
Pakistan	2	3,9	4	4
Sri Lanka	4,1	3,4	3,6	3,4

Afghanistan

Directive de la Banque centrale enjoignant aux banques de régler les envois de fonds étrangers en devise locale

Afin de préserver les faibles réserves en dollars, la banque centrale afghane a transmis une directive aux banques les obligeant à assurer le règlement des envois de fonds dans la devise locale (l'afghani) uniquement. Les remises envoyées avant la directive pourront en revanche être payées en dollars. Les services de transfert d'argent vers l'Afghanistan ont repris la semaine dernière, après avoir été suspendus depuis août.

Bangladesh

L'exercice budgétaire 2020/21 se solde par un déficit équivalent à 6,1% du PIB

L'impact de la pandémie a creusé le déficit (hors dons) de l'exercice échu au 30 juin dernier : il représente 1875 Mds BDT, soit 6,1% du PIB en 2021 contre -5,5% en 2020, les cinq précédents exercices étant restés sous la barre des 5 points (avec une croissance économique de +6% en moyenne par an depuis 2013).

Le déficit hors dons aura ainsi plus que doublé en cinq ans, passant de 1053 Mds BDT en 2018 à 1875 Mds BDT en 2021 (estimation provisoire). Il était resté sous la barre des 700 Mds BDT jusqu'en 2017.

La loi de finance 2021/22 a prévu un déficit de 2147 Mds BDT, équivalent à 6,2 points de PIB.

Tassement des exportations de biens sur les deux premiers mois de l'exercice 2021/22

Les exportations de biens se sont élevées à 6,9 Mds USD sur la période juillet-août 2021, à un niveau comparable (+0,3% en g.a.) à l'année précédente, et un écart de 8% par rapport à la cible prévue.

Les exportations se sont élevées à 37,9 Mds USD (dont 31,5 Mds USD de textile ou 83% du total) sur l'exercice clos au 30 juin dernier, en progression de 20% sur un an, compensant ainsi une chute de 17% en 2019/20.

La cible d'exportation de biens pour 2021/22 s'élève à 43 Mds USD, en hausse de 11%, et celle des services de 6,6 Mds USD (+14%), pour des recettes globales attendues autour de 51 Mds USD.

La banque centrale anticipe, pour la clôture de l'exercice budgétaire en cours, un déficit commercial de 26 Mds USD fin juin 2022, couvert par les transferts des migrants, pour un déficit courant qui se contractera à -2,6 Mds USD.

Le Bangladesh a réalisé le 3^{ème} et dernier versement de son accord de *swap* au bénéfice de Sri Lanka

La banque centrale a conclu le 25 mai dernier un accord de prêt à court terme (3 mois) de 200 M USD (avec une option supplémentaire de 50 M USD) pour soutenir Sri Lanka, confronté à des difficultés de balance des paiements. Il complète des prêts accordés récemment par la Chine (500 M USD en avril) et la Corée du sud (500 M USD en mai). C'est une première pour le Bangladesh dont les réserves monétaires dépassaient 45 Mds USD fin avril dernier (assurant ainsi la couverture de 8 mois d'importation environ).

Le prêt porte un intérêt LIBOR (entre 0,16 et 0,18%) + 2% sur 3 mois, et LIBOR + 2,5% sur 6 mois si nécessaire. Une 1^{ère} tranche de 50 M USD a été versée le 19 août, suivie d'une seconde de 100 M USD le 30 août et une 3^{ème} de 50 M USD le 21 septembre dernier.

La 1^{ère} banque d'affaires sri-lankaise s'implante au Bangladesh

[Capital Alliance](#), la principale banque d'affaires sri-lankaise s'est récemment implantée au Bangladesh pour investir sur la bourse de Dhaka ; elle a ouvert une joint-venture *CAL Securities* où elle est majoritaire, en association avec le conglomérat [M&J Group](#). Fondée en 2000, CAL réalise ainsi sa 1^{ère} implantation à l'étranger.

Bhoutan

Ralentissement de l'inflation à 5,2% en juillet

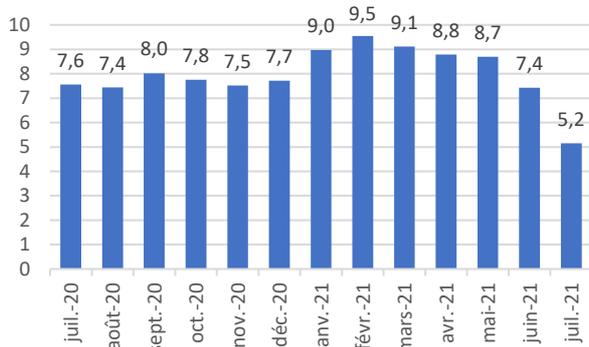
L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté en juillet de 5,15% en g.a. (contre +7,6% un an auparavant), d'après les chiffres publiés par le *National Statistics Bureau* (NSB).

Selon le rapport, le ralentissement de l'inflation est essentiellement dû à sa composante alimentaire, dont la pondération dans l'indice est élevée (46%). Le prix des produits alimentaires a ainsi augmenté de 4,4% en g.a. après +10,1% au moins de juin et +6% en juillet 2020.

Les prix des transports (15,6% de l'indice) ont augmenté à 7,6%, principalement en raison de

L'augmentation des prix des carburants (essence et diesel) d'environ 33 %. Seules les communications ont chuté de 10,9% au cours de la dernière année en raison de la réduction des frais d'appel et de données.

Evolution de l'IPC, en % et en g.a.



Collaboration entre la Banque centrale et Ripple pour le lancement d'une monnaie numérique

La Royal Monetary Authority (RMA) a annoncé une collaboration avec [Ripple](#) afin de lancer une monnaie numérique. Cette monnaie pourra être utilisée pour tous types de paiements, en particulier de détail et transfrontaliers.

Selon le communiqué, la RMA estime que des paiements plus faciles, plus rapides et meilleur marché, tant au niveau national qu'international, l'aideront à atteindre son objectif d'augmenter l'inclusion financière à 85 % d'ici 2023.

Diminution de la production d'hydroélectricité de 12% au cours des huit premiers mois de l'année 2021

L'hydroélectricité, pilier de l'économie y compris durant la pandémie de Covid-19, a enregistré une baisse de production de 12,7% en g.a. au cours des huit premiers mois de 2021.

D'après les chiffres publiés par la *Druk Green Power Corporation* (DGPC), la production totale d'électricité dans les six centrales hydroélectriques en fonctionnement est tombée à 10 520,8 GWh, contre 12 046,7 GWh un an auparavant.

La DGPC attribue la diminution de la production à la baisse des débits hydrologiques et aux perturbations de la production à l'usine de Tala.

Le pays a exporté 72% de sa production (7 536,5 GWh d'électricité) pour un montant total de 20,7 Mds BTN (240 M EUR) vers l'Inde au cours des huit premiers mois de l'année tandis que le reliquat a été vendu sur le marché intérieur.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Révision à la baisse des prévisions de croissance par l'OCDE pour l'exercice 2021/22

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a révisé à la baisse les prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2021/22 de 20 points de base à 9,7 %. En juin 2021, l'OCDE avait déjà réduit la projection de croissance pour 2021/22 à 9,9%, contre 12,6% estimé en mars, en raison de l'impact de la deuxième vague de Covid-19 sur la reprise.

Pour 2022/23, l'OCDE anticipe une croissance du PIB à 7,9%. Les données de l'OCDE ont en outre montré que l'Inde est la plus touchée parmi les grandes économies, avec un PIB réel au trimestre de juin 2021 inférieur de 15 % aux prévisions d'avant la pandémie, tandis que par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019, son PIB est inférieur d'environ 7 %. Les prix à la consommation en Inde devrait s'infléchir à 5,9% pour l'exercice en cours, contre 6,2% l'exercice précédent.

Politique budgétaire

L'exercice de préparation du budget 2022/23 débutera le 12 octobre

Le ministère des Finances lancera l'exercice de préparation du budget annuel pour 2022/23 à partir du 12 octobre prochain. Les prévisions budgétaires (*Budget Estimates*) pour 2022/23 devraient être finalisées après que le secrétaire aux dépenses aura terminé les discussions avec les autres secrétaires et conseillers financiers. Les réunions pré-budgétaires devraient se poursuivre jusqu'à la deuxième semaine de novembre 2021.

Pour rappel, le déficit budgétaire pour l'exercice 2021/22 est estimé par le gouvernement à 6,8% et la ministre des Finances a indiqué qu'un assainissement serait ensuite poursuivi pour ramener le solde budgétaire de l'Etat central à moins de 4,5% du PIB d'ici 2025/26.

Le gouvernement central opposé à l'extension du mécanisme de compensation de la GST au-delà de juin 2022

Le 17 septembre 2021, le gouvernement central s'est prononcé en défaveur du prolongement du mécanisme de compensation de la GST aux Etats fédérés, initialement prévu jusqu'en juin 2022. Pour rappel, la *Compensation Cess* est une surtaxe levée jusqu'au 1^{er} juillet 2022 par le gouvernement central pour indemniser les Etats où la mise en place de la GST entrainerait des pertes de revenus. Elle constituait une garantie d'obtenir une hausse de leurs recettes d'au moins 14% par an pendant cinq ans.

En conséquence, les gouvernements des États s'attendent à un ralentissement de leurs revenus fiscaux dès l'exercice 2022/23. Les transferts de l'Etat central au titre de la dévolution de taxe sont estimés à 8170 Mds INR (soit 95 Mds EUR) pour l'exercice 2020/21, soit 20,5% du total des prévisions de recettes.

Politique monétaire, secteur bancaire et financier

Déclaration du vice-gouverneur de la Banque centrale sur la nécessité de développer davantage la finance verte

Le vice-gouverneur de la RBI, M. Rajeshwar Rao, a fait une déclaration sur la nécessité de développer la finance verte et de trouver des moyens d'intégrer l'impact environnemental dans les décisions de crédit commercial tout en conciliant cet impératif avec ceux afférant avec l'expansion du crédit, la croissance économique et le développement social. M. Rao estime que la gestion du risque climatique dans le secteur financier devrait être la responsabilité conjointe

des parties prenantes, et ce, afin de préserver la résilience du système financier à long terme.

Finances publiques

Une série de mesures annoncées lors du 45^{ème} conseil de la GST

Au cours de la 45^{ème} réunion du Conseil de la *Goods and services tax* (GST), la ministre des Finances Nirmala Sitharaman a prolongé les taux d'imposition préférentiels sur les médicaments utilisés pour le traitement contre la Covid jusqu'au 31 décembre 2021. Elle a également annoncé la réduction du taux de GST sur les médicaments contre le cancer et la suppression de la GST sur l'importation de médicaments très coûteux pour l'atrophie musculaire.

Pour compenser le manque à gagner, elle a annoncé la mise en place d'une GST pour les plateformes de livraison de nourriture telles que Zomato et Swiggy à un taux de 5% à partir du 1^{er} janvier 2022.

En revanche, le Conseil de la GST a décidé de continuer à exclure l'essence et le diesel du champ d'application de la taxe, en raison de l'opposition des Etats fédérés, qui craignent qu'une fusion des droits d'accise et de la TVA actuels en un seul taux uniformisé n'ait une incidence négative sur les recettes.

Enfin, le Conseil de la GST a également décidé de prendre une série de mesures pour améliorer la conformité, notamment l'authentification Aadhaar obligatoire pour que les entreprises puissent déposer des demandes de remboursement.

1120 Mds INR collectés en août au titre de la GST

Les recettes brutes de la GST perçues au mois d'août 2021 sont de 1120 Mds INR (13 Mds EUR) dont 205,2 Mds INR au titre de la *Central GST*, 266 Mds INR au titre de la *State GST* et 562,5 Mds INR au titre de l'*Integrated GST* (pour les échanges entre Etats et pour les importations, dont les recettes sont ensuite partagées. 268,8 Mds INR ont été perçus grâce à l'importation de marchandises tandis que la compensation « cess » s'élève à 86,5 Mds INR.

Les revenus du mois d'août 2021 sont de 30% supérieurs à ceux d'août 2020 et de 14% supérieurs à ceux du mois d'août 2019. À l'exception du mois de juin, il s'agit du quatrième mois depuis le début de l'exercice où la collecte dépasse l'objectif mensuel de 1000 Mds INR.

Autres informations

Lancement du guichet unique pour les investisseurs

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a lancé le système national de guichet unique (*national single window* - NSWS). Le NSWS a une mission de soutien aux investisseurs avec des objectifs de facilitation pour l'obtention des autorisations au niveau du Centre et des États, de conseil de pré-investissement aux nouvelles entreprises et de partage des informations relatives aux banques spécialisées dans les financements de terrains (*banques foncières*). À l'heure actuelle, le portail héberge les approbations dans 18 départements centraux et neuf États. 14 autres départements centraux et cinq États devraient être intégrés d'ici décembre 2021.

L'Inde progresse de deux places au *Global Innovation Index* et se classe au 46^{ème} rang

L'Inde a obtenu la 46^{ème} place au *Global Innovation Index* 2021 préparé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'Inde suit une trajectoire ascendante depuis 2015 où elle était classée 81^{ème}, puis 48^{ème} en 2020 et enfin 46^{ème} en 2021.

Selon le rapport du GII, l'Inde a été décrite comme ayant réussi à développer des services sophistiqués qui sont technologiquement dynamiques et peuvent être commercialisés au niveau international. L'Inde se classe au 1^{er} rang des exportations de services de technologies de l'information et de la communication et occupe les premiers rangs dans d'autres indicateurs, tels que la diversification de l'industrie nationale et le nombre de diplômés en sciences et en ingénierie.

La Banque asiatique de développement et l'Inde signent un prêt de 300 M USD pour étendre la connectivité rurale au Maharashtra

La Banque asiatique de développement et le gouvernement indien ont signé aujourd'hui un prêt de 300 MUSD en vue d'améliorer la connectivité rurale dans l'État du Maharashtra.

Il s'agit d'un financement additionnel à un projet déjà en cours, et qui permettra d'améliorer 1 100 routes rurales supplémentaires et 230 ponts pour une longueur totale de 2 900 kms dans 34 districts. Le projet initial, approuvé en août 2019, impliquait un financement de 200 M USD pour l'amélioration et le maintien en état de 2 100 km de routes rurales à travers le Maharashtra.

Le nouveau projet devrait générer environ 3,1 M d'emplois journaliers (*person-days of employment*) pour les communautés locales, dont au moins 25 % pour les femmes, pendant les périodes de construction et d'entretien. Un plan d'action sur l'égalité des sexes a été préparé pour se concentrer sur le développement des capacités des travailleuses afin qu'elles puissent bénéficier d'opportunités de travail semi-qualifié et non qualifié.

Ainsi qu'un prêt de 112 M USD pour améliorer l'approvisionnement en eau dans le Jharkhand

Un second prêt de 112 M USD a été signé afin de développer les infrastructures d'approvisionnement en eau dans quatre villes de l'État du Jharkhand. Quatre usines de traitement de l'eau, d'une capacité combinée de 275 M de litres par jour, seront établies dans les villes du projet pour fournir de l'eau potable, répondant aux normes nationales de qualité de l'eau potable. Le projet établira également 940 kms de réseau de distribution d'eau pour fournir un approvisionnement continu en eau à environ 115 000 ménages.

Népal

Blocage budgétaire alors que la loi de Finances n'a toujours pas été approuvée par le Parlement

Depuis le mercredi 15 septembre, le gouvernement népalais se retrouve confronté à une situation de blocage budgétaire.

Pour rappel, le 29 mai 2021, le ministre des Finances avait dévoilé sous forme d'ordonnance le budget de l'exercice 2021/22 (débuté le 16 juillet dernier) en raison de la dissolution du Parlement. Le 18 juillet, le gouvernement du nouveau Premier ministre, Sher Bahadur, a déposé un nouveau projet de Loi de Finances, toujours par le biais d'une ordonnance.

Le délai de 60 jours pour faire approuver le budget par le Parlement ayant été dépassé mercredi dernier, le gouvernement se retrouve à présent dans une situation d'impasse budgétaire (*financial deadlock*), avec l'incapacité d'engager des dépenses.

La Banque asiatique de développement approuve un prêt de 60 M USD pour la modernisation du réseau électrique

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 60 M USD en complément du projet de modernisation du réseau électrique en cours.

Ce dernier, approuvé en novembre 2020, a pour objectifs l'automatisation de 34 sous-stations de réseau existantes, l'installation de compteurs intelligents dans la vallée de Katmandou, la modernisation de 144 km et la construction de 113 km de nouvelles lignes de transmission, et enfin, l'établissement d'un centre de commande et de contrôle du système de distribution d'électricité.

Le financement additionnel permettra la construction de 16 km de lignes de transmission de 132 kilovolts de Nepalgunj à Kohalpur et de Chovar à Lagankhel. Il introduira 477 mégavolts-ampères supplémentaires grâce à la construction de sous-stations à Dumkibas, Lagankhel, Mulpani et Nepalgunj.

Pakistan

L'amélioration de la confiance des ménages et des entreprises devrait exercer une incidence favorable sur la croissance économique du Pakistan pour l'année budgétaire 2021/22

En juillet 2021, la confiance des consommateurs était revenue à l'indice 44,1 de juillet 2019, son niveau le plus élevé depuis septembre 2019 (niveaux d'avant la pandémie). Par ailleurs, l'enquête sur la confiance des entreprises du pays, réalisée par la Banque centrale (SBP) a enregistré en juin dernier son plus haut niveau depuis sa création. Cette confiance des entreprises s'est traduite par une augmentation significative de la demande de machines et de matières premières pour la production industrielle et agricole.

L'agence *Fitch* considère que la consommation privée sera dopée par une augmentation significative des transferts de fonds des Pakistanais résidant dans le CCG et en Europe. *Fitch* a ainsi révisé ses prévisions de croissance de la consommation privée à 3,6 % au cours de l'exercice 21/22, contre 3,4 % dans son rapport précédent. Signe d'une reprise de la demande, les achats de véhicules de tourisme ont dépassé les niveaux enregistrés avant la pandémie.

Fitch prévoit que l'amélioration de la conjoncture économique, conjuguée à des conditions monétaires et budgétaires favorables (l'augmentation de 61% des allocations du programme de développement du secteur public par rapport à l'année 2021) entraînera une augmentation de la FBCF à 8% du PIB au cours de l'année 21/22, contre 7,2 % auparavant. La Banque centrale corrobore cette analyse en prévoyant un niveau de décaissement particulièrement élevé de la Facilité temporaire de refinancement économique (TERF).

La forte augmentation des importations suscitée par la reprise économique a entraîné un creusement du déficit du compte courant

Les niveaux mensuels de déficit courant constatés en juillet (0,8 Md USD) et en août (1,5 Md USD) sont loin d'être compensés par les

transferts des Pakistanais de l'étranger (en forte progression).

Le creusement des déficits courants constatés cet été est comparable à ceux observés au cours de l'année budgétaire 2017/2018. On rappellera que lors de cet exercice, le pays avait enregistré un déficit courant record de 20 Mds USD et une baisse des réserves de devises étrangères à un niveau critique de moins de deux mois de couverture des importations, à 7,2 Mds USD. La banque centrale a rappelé dans un communiqué récent que la situation était gérable, étant donné que les réserves de devises du pays étaient proches d'un niveau considéré comme record d'environ 20 Mds USD.

Pour freiner les sorties de capitaux alimentées par ce creusement, la Banque centrale a augmenté de manière inopinée son taux directeur de 25 points de base, le portant à 7,25% pour les deux prochains mois à compter du 1^{er} octobre 2021. L'annonce de cette mesure a eu pour effet de mettre un frein aux comportements spéculatifs qui s'étaient développés récemment sur le PSX (la Bourse de Karachi), comme le montre la diminution de la valeur des actions échangées de lundi (17,39 Mds PKR) à jeudi (12,38 Mds PKR). Le KSE-100 s'est rétabli jeudi après une chute intra-journalière de plus de 1 200 points. Mais le volume de l'indice toutes actions a baissé de 15 %. La baisse de la parité USD/PKR de 4,1% depuis juillet est à ce stade jugulée grâce à une intervention de change de 1,2 Mds USD.

Enfin, le gouvernement ne semble pas envisager à ce stade d'augmenter les droits sur l'importation de biens non essentiels, de mettre en place une loi de finance rectificative qui annoncerait une augmentation des impôts ou d'annoncer un collectif budgétaire plus restrictif que ne l'est le budget expansionniste en vigueur depuis juillet dernier.

Le SPG+ en bonne voie pour le Pakistan

La Commission européenne a annoncé la reconduction du principe du système préférentiel généralisé Plus (SPG-Plus) pour le Pakistan tout en annonçant que la Commission mixte UE-Pakistan déterminerait les obligations proposées par Bruxelles (lutte contre la grande

pauvreté, questions de bonne gouvernance et sujets liés à l'environnement et au développement durable) en échange de préférences commerciales.

1^{ère} réunion entre le FMI et le Pakistan de la nouvelle représentante du FMI le 4 octobre prochain

Cette réunion doit permettre de préparer la 6^{ème} revue concernant la facilité de crédit mise en place par le FMI mais dont l'accord de principe reste suspendu à l'examen de la mise en œuvre des hausses de tarifs de l'énergie et de la réforme de la Banque centrale (SBP). Initialement planifiée pour le mois de juin, la réunion n'avait pu se tenir en raison des réserves du FMI sur l'absence de mise en place de la réforme tarifaire qui aurait pour effet de se passer d'un système de subventions sur le prix de l'énergie (l'augmentation du prix de l'énergie avait été de +40% depuis l'arrivée au pouvoir d'Imran Khan en 2019).

Un autre sujet de friction porte sur la mise en place d'un nouveau barème de l'impôt sur le revenu censé rapporter 150 Mds PKR (900 M USD) aux finances publiques.

L'ordre du jour de la réunion prévoit aussi d'aborder la situation macroéconomique (article IV) préalable au déblocage d'une nouvelle tranche d'1 Md USD au titre du FMI mais également de 600 M USD de la BAsD.

Total énergies et Vitol ont remporté 7 contrats de livraison de gaz naturel liquéfié (GNL)

Pakistan LNG Ltd, qui détient le monopole de l'importation du GNL, a attribué deux contrats de livraison à TotalEnergies et cinq à Vitol qui seront effectués d'octobre à novembre. Ces livraisons permettront d'approvisionner les centrales à turbine à gaz de Karachi Electric. On notera que PetroChina a été disqualifiée. Un nouvel appel d'offres sera bientôt lancé pour les mois de décembre et janvier. Ces contrats à court terme viennent compléter les livraisons effectuées par Qatar Gas dans le cadre de contrats à long terme. Un contrat d'approvisionnement à long terme devrait être mis en place en janvier prochain.

Sri Lanka

Prolongation du confinement jusqu'au 1^{er} octobre

Confronté à une situation sanitaire difficile, le gouvernement a annoncé la prolongation jusqu'au 1^{er} octobre du confinement en vigueur depuis le 20 août. Les entreprises exportatrices ou en charge de projets d'infrastructures en sont exemptées. Selon une étude de l'Imperial College, ce confinement pourrait représenter un manque à gagner pouvant aller jusqu'à 2,5% du PIB pour le pays. Dans le même temps, la campagne de vaccination se déroule dans de bonnes conditions, le gouvernement ayant annoncé que 50% de la population avait été vaccinée. L'objectif du gouvernement est de vacciner la totalité de la population de plus de 30 ans d'ici la fin septembre.

Nouvelles liaisons aériennes avec Colombo

Air France a annoncé l'ouverture à partir du 1^{er} novembre d'une liaison aérienne desservant trois fois par semaine Colombo via Male. A la même date, Sri Lankan Airline inaugurera un vol direct Colombo - Paris (trois vols par semaine). Par ailleurs, le Royaume-Uni, l'un des principaux marchés émetteurs pour Sri Lanka, a annoncé qu'il retirait le pays de sa liste rouge à compter du 22 septembre. Pour mémoire, la France a retiré le Sri Lanka de sa liste rouge depuis la mi-juillet. Les formalités d'arrivée pour les touristes vaccinés ont été allégées (quarantaine de 24h et sortie sous réserve d'un PCR négatif). Par ces mesures, le gouvernement espère relancer le tourisme pour la haute saison 2021/2022 (de novembre à avril).

Nomination d'un nouveau gouverneur à la Banque centrale

Le 15 septembre, Ajith Nivard Cabraal a pris ses nouvelles fonctions de gouverneur de la Banque centrale, poste qu'il avait déjà occupé de juillet 2006 à janvier 2015. Antérieurement à cette nomination, il occupait les fonctions de Secrétaire d'Etat à la monnaie, aux marchés de capitaux et à la réforme des entreprises publiques. Dans ses premières déclarations à la

presse, il a annoncé qu'il allait privilégier la stabilité et s'assurer que l'inflation resterait sous contrôle. Pour ce faire, il a annoncé que les achats de dette publique seraient progressivement réduits. Il a également expliqué qu'il ne souhaitait pas maintenir les mesures de contrôle des importations au-delà du nécessaire afin de préserver la confiance des investisseurs, mais qu'il faudrait trouver un bon équilibre avec l'impératif de stabilité de la roupie. Il a annoncé la publication dans les prochaines semaines d'une feuille de route qui préciserait sa stratégie.

Nouvel investissement américain dans le domaine du GNL

New Fortress Energy et le gouvernement sri lankais ont annoncé la signature d'un accord définitif concernant l'investissement de l'entreprise américaine dans l'entreprise publique *West Coast Power Limited* « WCP », la société propriétaire de la centrale électrique de Yugadanavi (310 MW) basée à Colombo, ainsi que les droits de développer un nouveau terminal de stockage et de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) au large de Colombo. Dans le cadre de cet accord, *New Fortress* détiendra les droits d'approvisionnement en gaz du complexe énergétique de Kerawalapitya, l'un des plus importants du pays, où 310 MW d'électricité sont opérationnels aujourd'hui et où 700 MW supplémentaires devraient être construits. *New Fortress* acquerra une participation de 40 % dans WCP et fournira initialement l'équivalent d'environ 1,2 M de gallons de GNL par jour à Sri Lanka, avec la prévision d'une croissance significative à mesure que de nouvelles centrales électriques seront opérationnelles. Le terminal GNL est censé entrer en service en 2023.

Prêt de la Banque mondiale pour l'adaptation au changement climatique

Le gouvernement sri lankais et la Banque mondiale ont signé un accord de financement de 92 MUSD relatif à la phase I du programme de soutien à la résilience climatique. Ce projet devrait bénéficier à environ 11,2 M de personnes à travers le pays en modernisant les systèmes de prévision météorologique, d'inondation et de glissement de terrain et d'alerte précoce. Sri

Lanka fait partie des pays les plus touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes. Il est estimé que, d'ici 2050, près de 19 M de Sri Lankais pourraient vivre dans des zones sujettes à des épisodes de graves inondations ou de sécheresse.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :
Crédits photo :

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
© DG Trésor